

IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE SUR L'ACTIVITÉ DES CÔTES D'ARMOR

2007 - 2011

1

AVANT-PROPOS

En s'appuyant sur diverses sources de données (Registre du Commerce et des Sociétés, Armorstat, DDFIP, URSSAF, UNISTATIS, INSEE...), cette étude, menée conjointement par la **Chambre de Commerce et d'Industrie des Côtes d'Armor** et l'**Agence Côtes d'Armor Développement**, s'attache à préciser l'impact de la crise économique sur l'activité en Côtes d'Armor.

Regroupées en trois grands thèmes (Etablissements ; Emploi ; Activité), les données sont analysées sur la période 2007-2011.

A retenir :

L'emploi apparaît comme le poste le plus touché par la crise. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de plus 48% entre 2007 et 2011. La démographie des entreprises semble à première vue moins impactée que l'emploi, le solde démographique des établissements restant positif même si quelque peu ralenti. Cette croissance relative du nombre d'établissements masque des disparités par secteurs d'activité. Le secteur des services étant le plus dynamique et le moins impacté par la crise, notamment grâce à l'activité croissante de services à la personne.

Tous secteurs d'activité confondus, le chiffre d'affaires des entreprises croît entre 2009 et 2011, porté par la vitalité des grands groupes.

L'année 2009 est très souvent le témoin privilégié de la crise : diminution brutale de l'effectif salarié, ralentissement du commerce extérieur, baisse accentuée de l'emploi intérimaire, etc.

On soulignera enfin que les premières tendances constatées en 2012 préfigurent un ralentissement de l'activité économique après la reprise pourtant constatée en 2011. Le scénario d'une reprise en tôle ondulée s'affirme comme le plus probable.

. 1 . L'IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI

Points abordés :

- L'intérim
- Les effectifs de l'emploi salarié
- Le nombre de demandeurs d'emploi

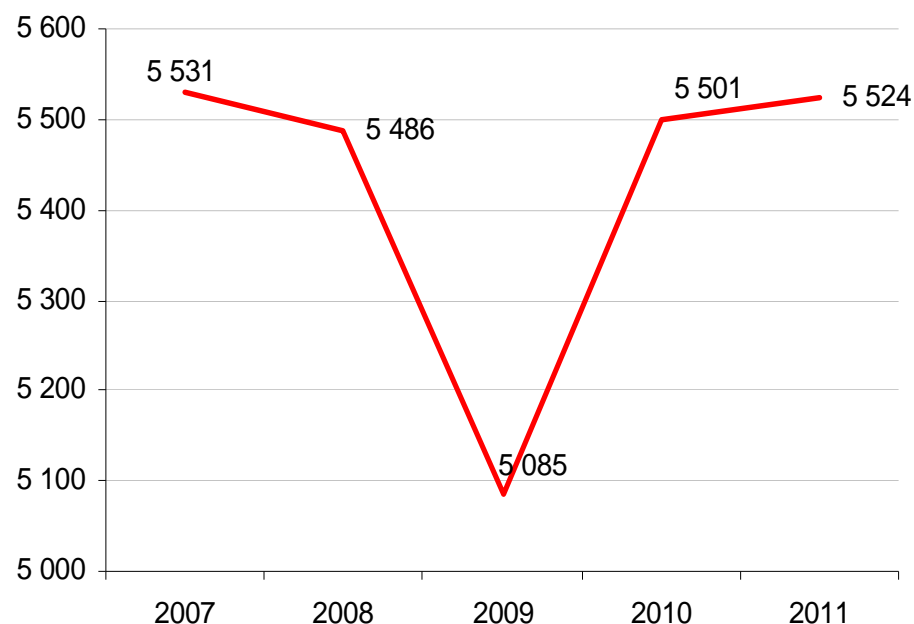
L'INTÉRIM , VARIABLE D'AJUSTEMENT POUR S'ADAPTER AU MARCHÉ

Très sensible à la conjoncture, et bon indicateur par anticipation de l'évolution de l'emploi, l'intérim a été impacté très tôt par les effets de la crise. Le nombre d'emplois temporaires a atteint son plus bas niveau en 2009, l'ensemble des secteurs (et plus particulièrement le secteur industriel, notamment les IAA) ayant été touché. La situation s'est ensuite améliorée progressivement. 5.524 emplois temporaires étaient recensés fin 2011 en Côtes d'Armor (équivalents temps plein), soit un niveau semblable à celui de 2007.

L'industrie est le principal secteur ayant recours à l'intérim et notamment les IAA qui regroupent près des $\frac{3}{4}$ de l'activité intérimaire du secteur industriel.

Le BTP représente 15% des emplois intérimaires, et, parmi les principaux services faisant appel à l'intérim, les parts des transports et des services aux ménages s'élèvent respectivement à 3% et 2%.

Evolution du nombre d'emplois (ETP)



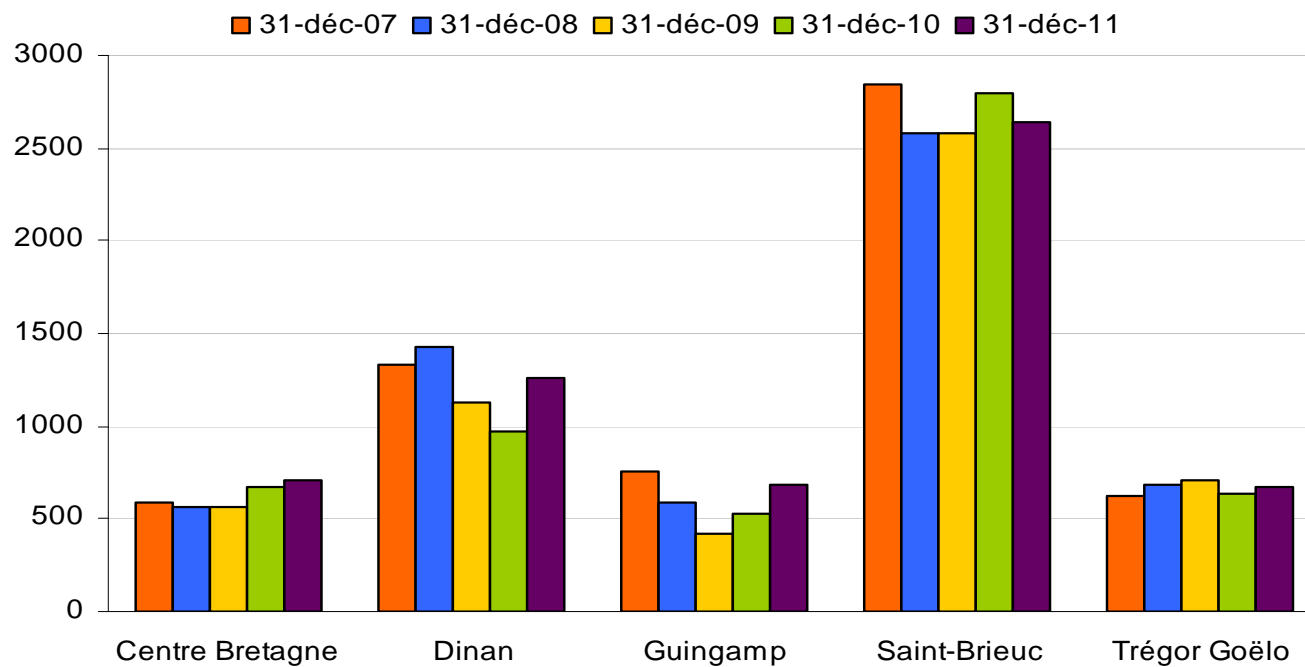
Source : Direccte Côtes d'Armor

L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE EN SOUTIEN DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE

Les Pays des Côtes d'Armor n'ont pas tous été concernés par une diminution de l'emploi intérimaire au cours des dernières années. Il s'est maintenu, et a même légèrement progressé certaines années, dans les Pays du Centre Bretagne et du Trégor. A l'inverse, il a effectivement baissé dans les Pays de Guingamp, de Saint-Brieuc et de Dinan, notamment en 2008 et 2009, avant de se redresser à compter de 2010 ou de 2011 sans, pour autant, avoir retrouvé pour l'instant ses niveaux « d'avant crise » (2007, 2008).

Les pays qui s'en sortent le mieux sont ceux qui une forte implantation de l'industrie agro-alimentaire, secteur faisant traditionnellement appel à l'emploi intérimaire.

Evolution du nombre d'emplois temporaires (ETP)



Source : URSSAF

L'EMPLOI DAVANTAGE TOUCHÉ QUE LES ENTREPRISES

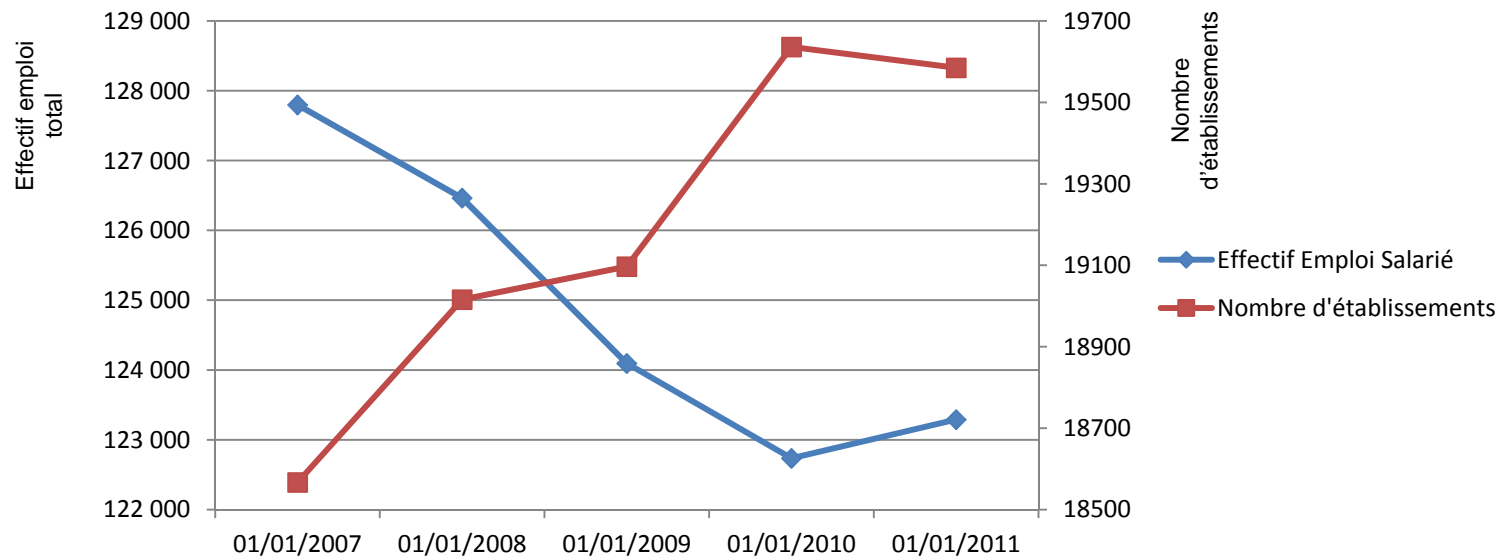


Entre 2007 et 2010 le nombre d'établissements actifs recensés sur le département n'a cessé de croître (+ de 1000 établissements), l'année 2009 marquant cependant un diminution brutale de cette croissance.

Sur la même période la courbe de l'effectif de l'emploi salarié décroît inversement (- 5000 emplois), d'une façon accentuée en 2009, laissant apparaître que l'emploi est le premier poste touché par la crise.

L'année 2011 inverse les tendances : le nombre d'établissements diminue légèrement tandis que l'effectif de l'emploi salarié se redresse légèrement.

Evolution du nombre d'établissements et de l'emploi total sur le département de 2007 à 2011



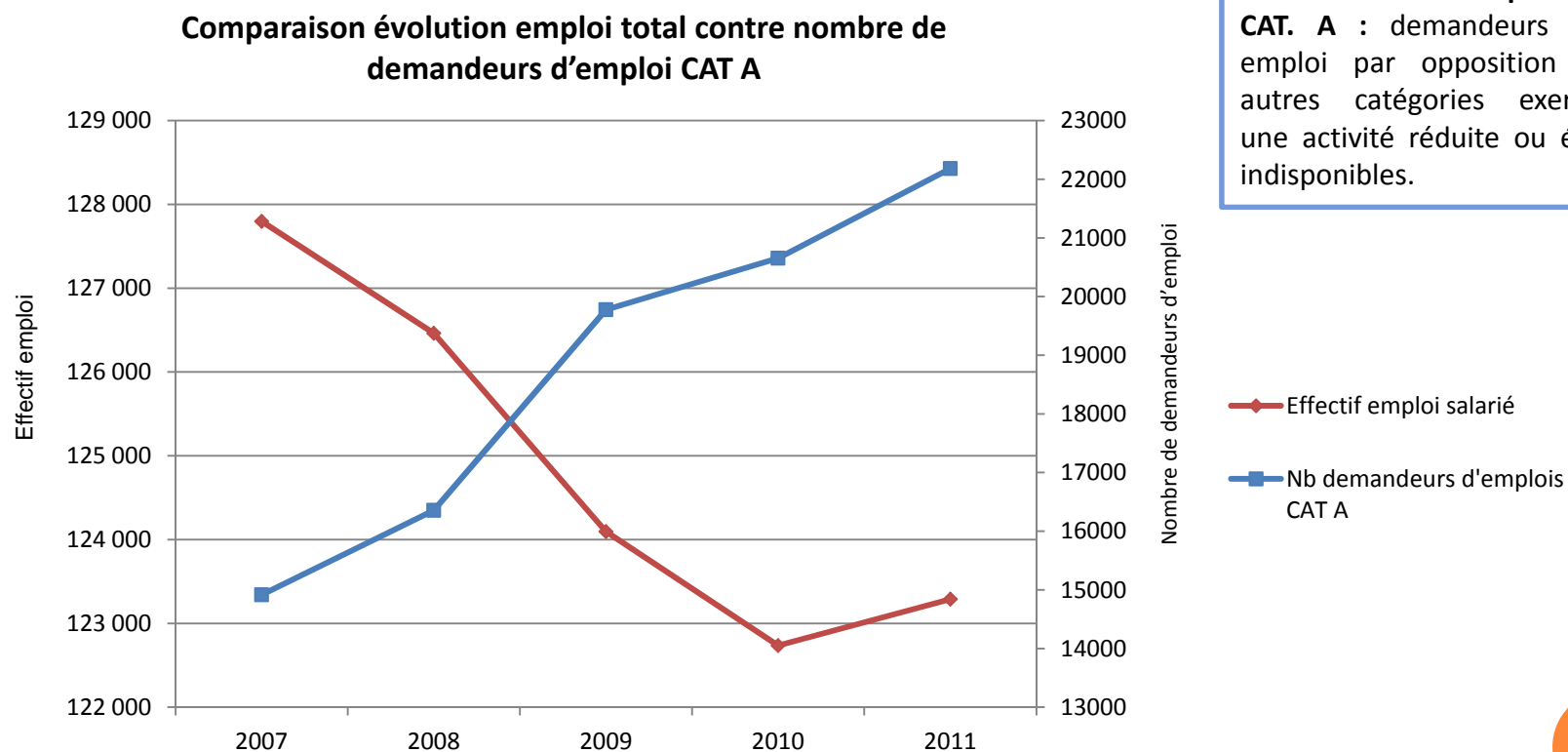
Source : RCS-CCI, CAD 22 et URSSAF - Effectif CSV

UNE AUGMENTATION MASSIVE DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI



Les courbes de l'emploi salarié et du nombre de demandeurs d'emploi se croisent au courant de l'année 2009.

De 2007 à 2011 on constate une augmentation de + 48 % du nombre de demandeurs d'emplois de CAT. A, soit environ 7200 chômeurs supplémentaires. Cette tendance correspond assez logiquement à la baisse de l'effectif salarié constatée sur la même période (- 4500 emplois) : le ralentissement de l'outil productif et la baisse des commandes a pesé directement sur l'emploi.



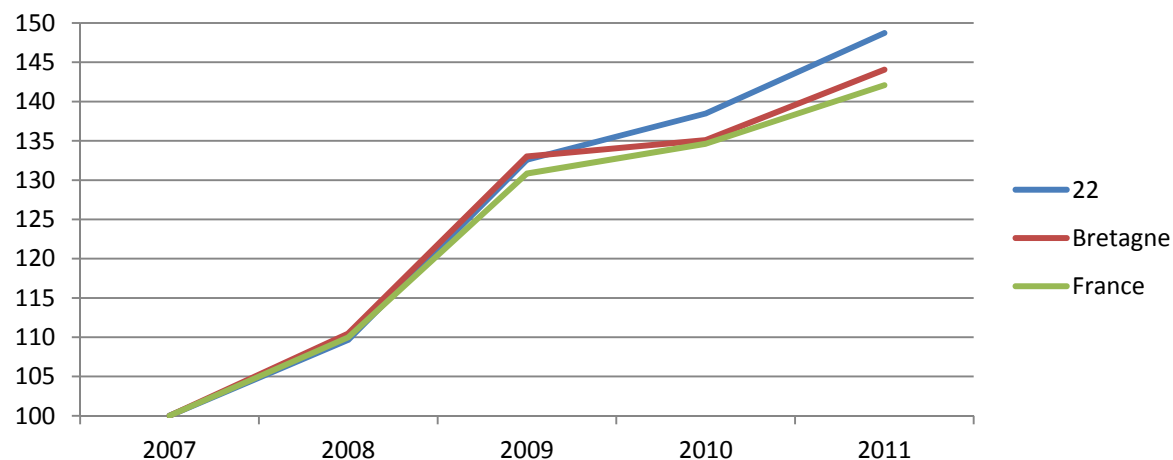
Source : Effectif emploi – URSSAF effectif CSV - Demandeurs d'emploi - INSEE

UNE PROGRESSION DU NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOIS PLUS RAPIDE EN CÔTES D'ARMOR

Comparativement à l'ensemble de la France, la Bretagne connaît une plus forte évolution de son nombre de demandeurs d'emploi de CAT A. Cet écart se creuse à partir de 2009. Au-delà de cette date, le département des Côtes d'Armor se démarque du reste de la Bretagne en connaissant une évolution plus importante.

Cette évolution doit toutefois être relativisée : la Bretagne détient le taux de chômage le plus faible (avec la Région Pays de la Loire) au regard des autres régions françaises même s'il a progressé plus rapidement ces dernières années. A la fin du premier trimestre 2012, le taux de chômage breton est de 8,3 %, bien en dessous du taux de chômage de France métropolitaine s'élevant à 9,6% (Source : Directe Bretagne).

Comparaison de l'évolution du nombre de demandeurs d'emplois de CAT A de 2007 à 2010 en France, Bretagne et Côtes d'Armor - Indices Base 100 en 2007



Evolution du nombre de demandeurs d'emplois de CAT A

	2007	2008	2009	2010	2011
Côtes d'Armor	14 916	16 356	19 777	20 655	22 183
Bretagne	85 428	94 382	113 626	115 409	123 072
France	2 191 620	2 410 351	2 867 351	2 950 662	3 113 734

Source : INSEE

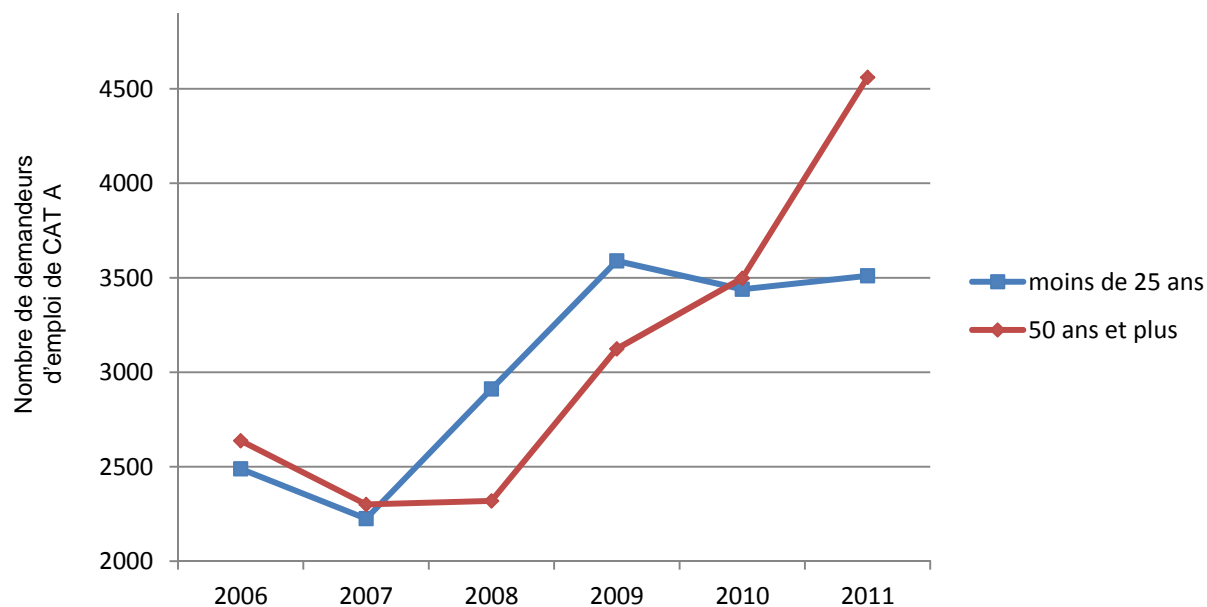
AGGRAVATION DU CHÔMAGE CHEZ LES 50 ANS ET PLUS



Les moins de 25 ans subissent dès 2008 une augmentation du nombre de demandeurs d'emplois alors qu'il faut attendre l'année 2009 pour constater une évolution semblable chez les 50 ans et plus.

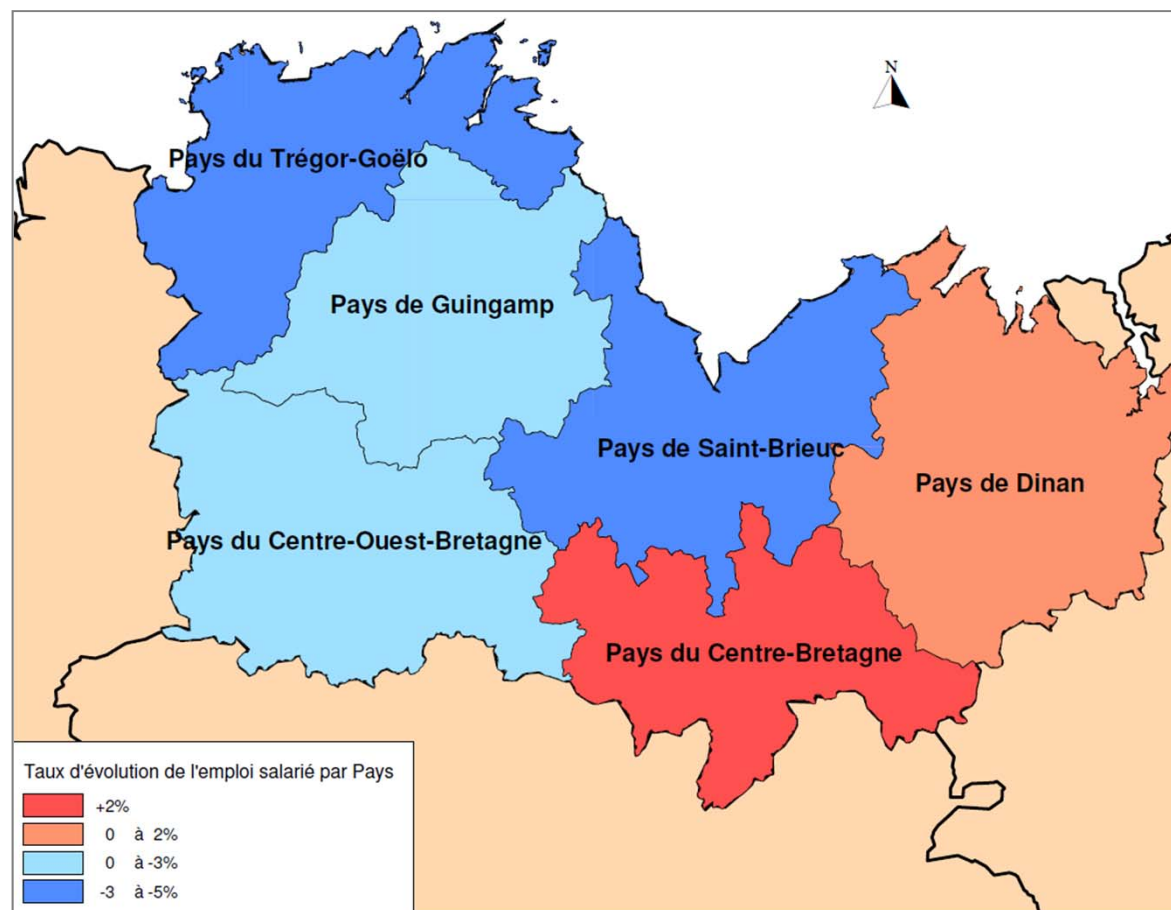
Ce décalage d'un an s'inverse en 2010, alors que le nombre de demandeurs d'emploi se stabilise chez les moins de 25 ans on assiste à une nette augmentation de celui-ci chez les 50 ans et plus. L'arrêt des départs anticipés à la retraite pourrait en être une des raisons.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de cat A de moins de 25 et de plus de 50 ans dans les Côtes d'Armor



Source : INSEE

L'EMPLOI SALARIÉ EN BAISSÉ SUR LA QUASI-TOTALITÉ DU DÉPARTEMENT



Source : URSSAF

L'effectif de l'emploi salarié évolue différemment selon les Pays. Seuls les Pays de Dinan et du Centre-Bretagne connaissent une augmentation du nombre de salariés. Les Pays de Saint-Brieuc et du Trégor-Goëlo sont les plus impactés.

L'IMPACT DE LA CRISE SUR L'EMPLOI

Ce qu'il faut retenir :

- L'intérim, premier poste impacté par la crise mais soutenu par l'industrie agro-alimentaire
- Augmentation massive du nombre de demandeurs d'emploi sur le département depuis 2007
- La démographie des entreprises moins impactée que l'emploi

. 2 .

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DES CÔTES D'ARMOR

Points abordés :

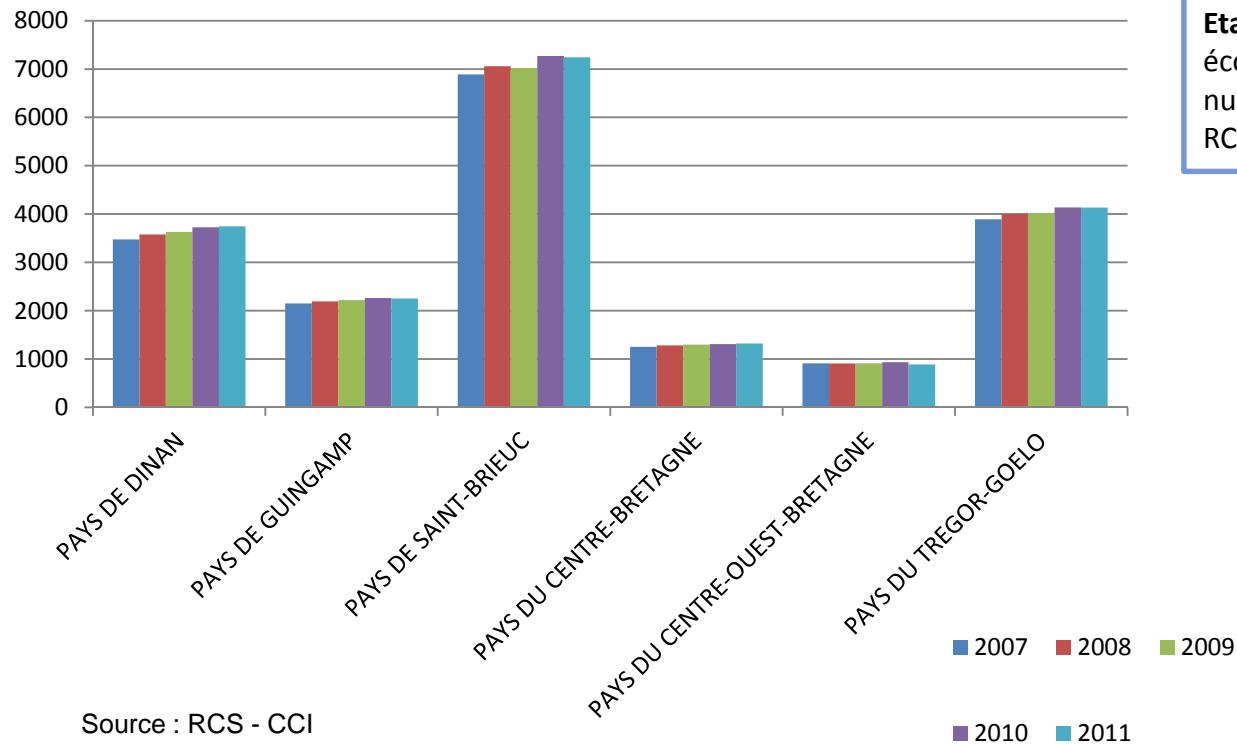
- L'évolution du stock d'établissements
- Les cessations et liquidations judiciaires
- Les créations et reprises
- Le taux de pérennité des établissements

UNE HAUSSE DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ACTIFS RÉPARTIE ÉQUITABLEMENT SUR LE TERRITOIRE



Excepté le Pays du Centre-Ouest Bretagne, concerné par une diminution du nombre d'établissements recensés, les autres Pays suivent tous la même tendance : une croissance continue sur la période 2007-2011 mais freinée en 2009 (notamment pour le Pays de Saint-Brieuc).

Evolution du nombre d'établissements par Pays sur le département de 2007 à 2011



Etablissement actif : entité économique référencée par un numéro SIRET et disponible au RCS.

Source : RCS - CCI

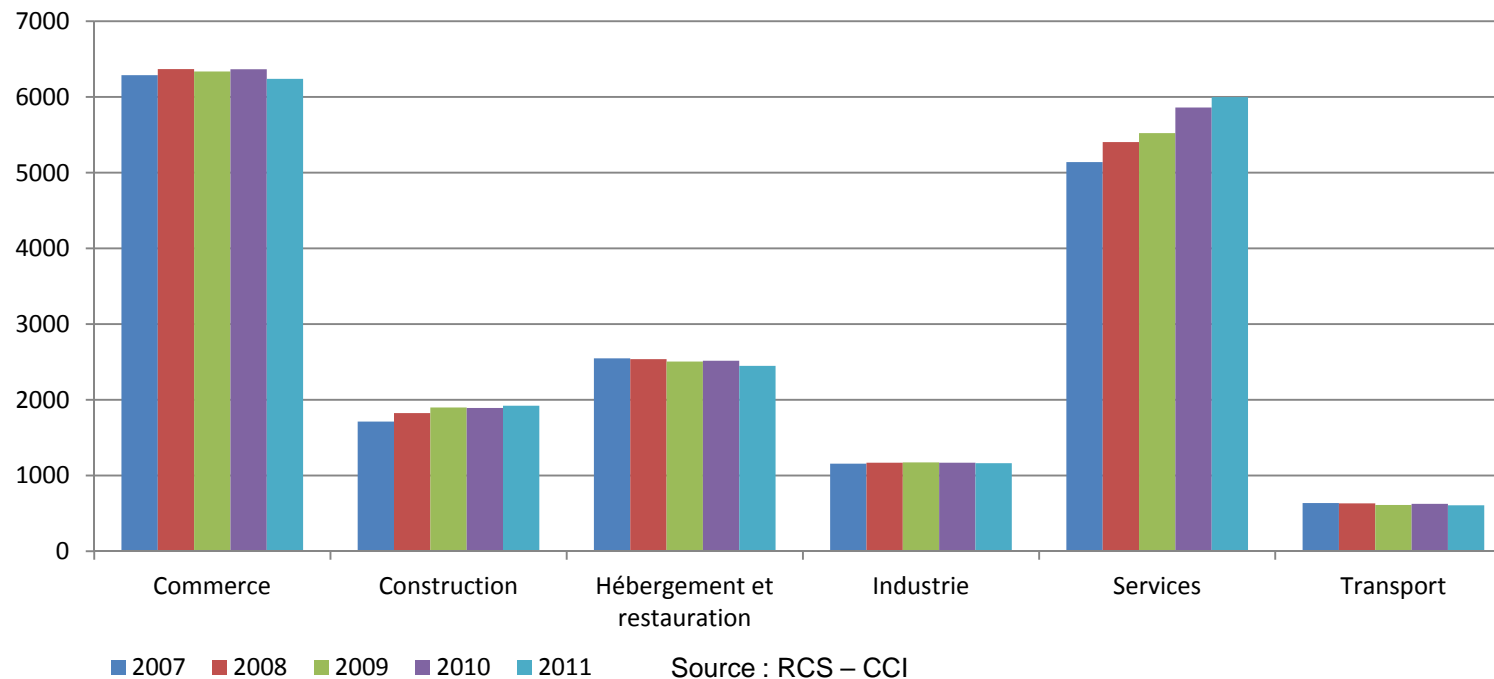
LE SECTEUR DES SERVICES PORTEUR À LUI SEUL DU MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

L'analyse par secteurs d'activités du nombre d'établissements actifs fait apparaître une faible évolution (comparativement au stock) sur la période 2007-2011, excepté pour le secteur des services.

Cette évolution est négative dans certains secteurs tels que l'Industrie, le Commerce, l'Hébergement et restauration ou le Transport et positive dans d'autres : Construction, Services.

Les Services sont le secteur qui connaît la plus forte croissance (+ 858 établissements) sur la période 2007-2011 quand les autres secteurs sont concernés par une évolution moindre voire une baisse de leur stock.

Evolution du nombre d'établissements par secteur d'activités sur le département de 2007 à 2011

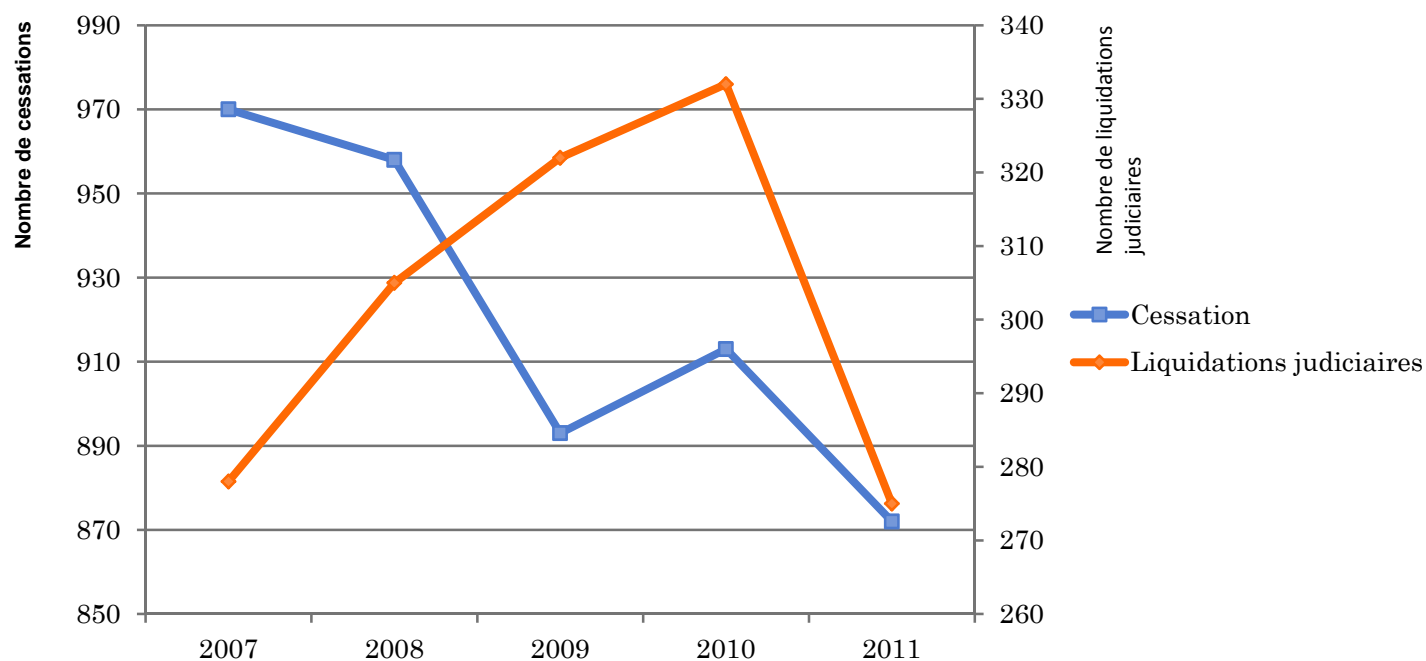


FREIN DES CESSATIONS ET ACCÉLÉRATION DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

La crise pousse les entrepreneurs à repousser le moment de cessation de leur activité dans l'attente de meilleures conditions, en témoigne la baisse du nombre de cessations entre 2007 et 2011.

Sur la même période, le nombre de liquidations judiciaires, phénomène traduisant une difficulté soudaine de l'entreprise, augmente jusqu'en 2010. Ce sont notamment les entreprises artisanales du BTP et les secteurs des commerces et services qui sont les plus concernés par cette augmentation.

Evolution du nombre de liquidations judiciaires et de cessations sur le département de 2002 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

CHUTE DU NOMBRE DE CRÉATIONS ET DE REPRISES À PARTIR DE 2007



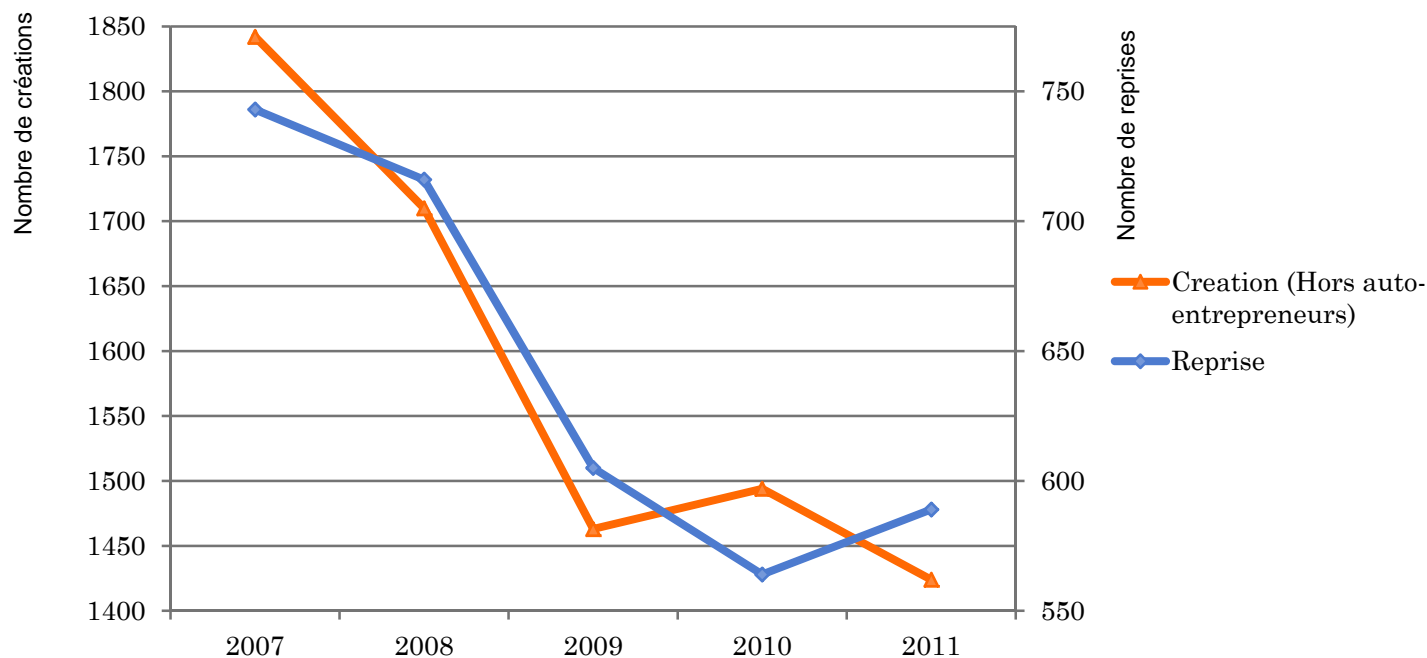
Entre 2007 et 2011, le volume des créations et des reprises diminue d'une façon conséquente.

Malgré cette diminution, le solde démographique reste positif du fait d'un ralentissement des cessations, expliquant l'augmentation constatée du nombre d'établissement sur le département.

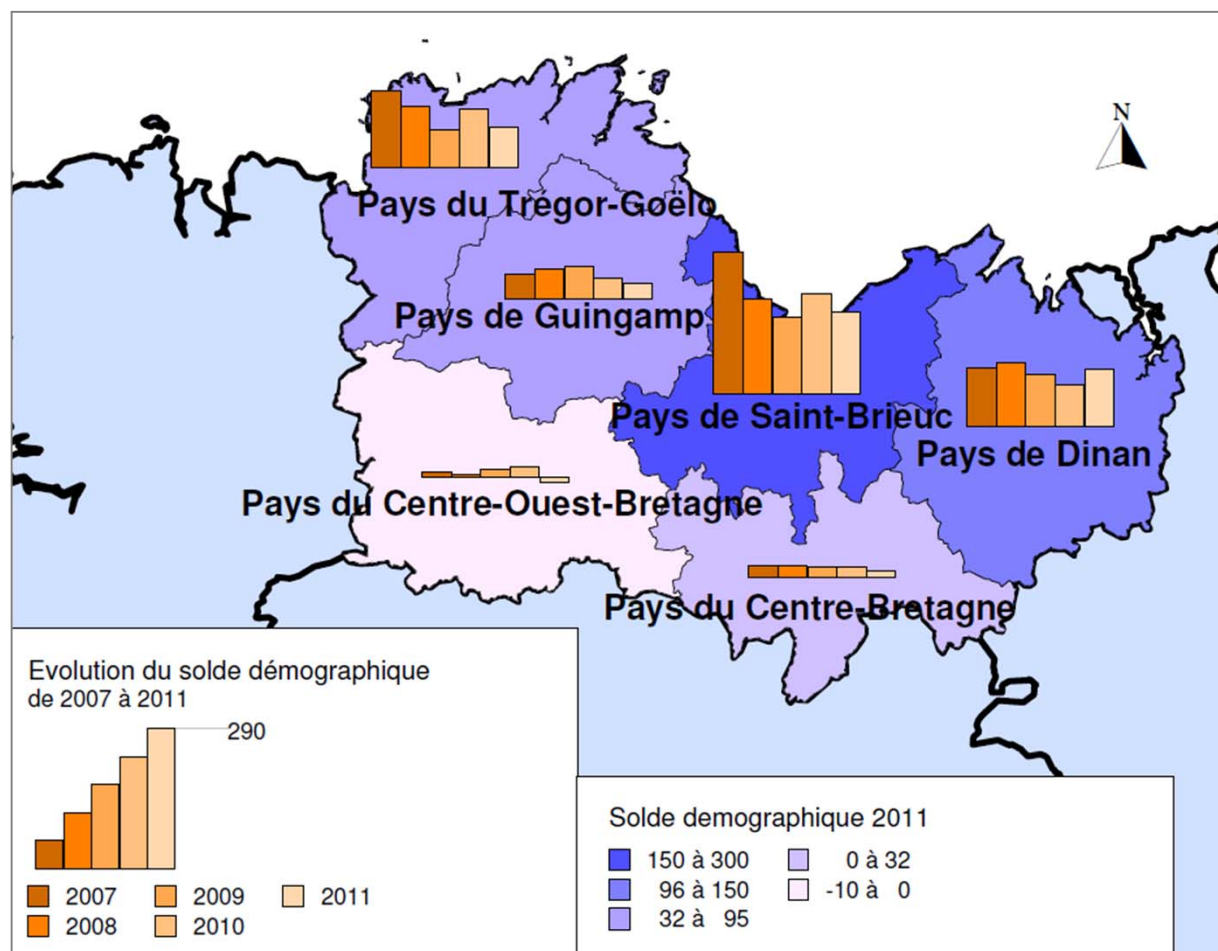
Solde démographique = Nombre de créations – Nombre de cessations

	Créations	Cessations	Solde démographique
2010	1494	913	581
2011	1424	872	552

Evolution du nombre de créations (hors auto-entrepreneurs) et de reprises sur le département de 2007 à 2011



UN SOLDE DÉMOGRAPHIQUE POSITIF MAIS SUR UN RYTHME RALENTI DEPUIS 2007



Source : CCI 22 - RCS

Le solde démographique des établissements, s'il reste positif dans tous les Pays du département excepté celui du Centre-Ouest-Bretagne, est toutefois en diminution d'une façon globale entre 2007 et 2011.

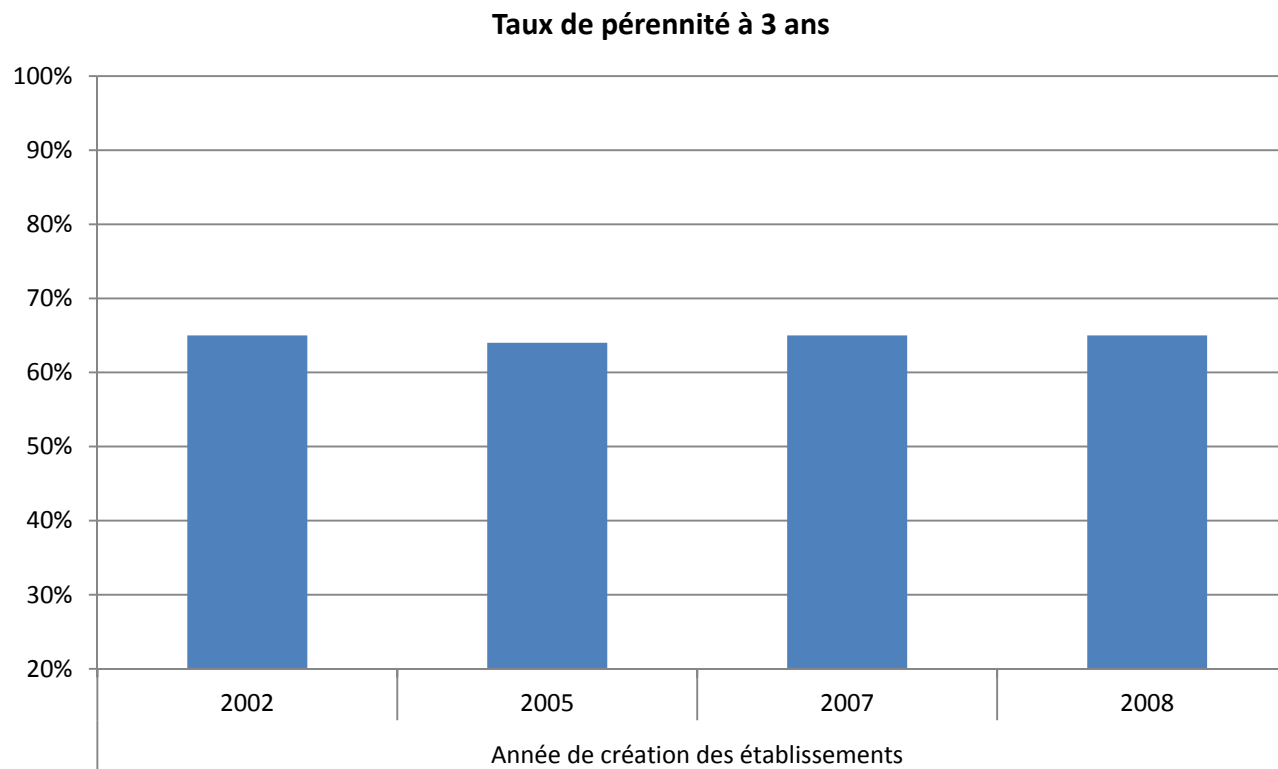
LE TAUX DE SURVIE DES JEUNES ÉTABLISSEMENTS PEU IMPACTÉ PAR LA CRISE



Le taux de pérennité à 3 ans d'un établissement, qu'il ait été créé en 2002, 2005, 2007 ou 2008 est sensiblement le même et oscille entre 64 et 65 %.

L'impact de la crise sur les probabilités de survie des établissements nouvellement créés semble donc limité.

A noter que ce taux de pérennité atteint les 85 % quand le projet est suivi par des organismes d'accompagnement à la création *.



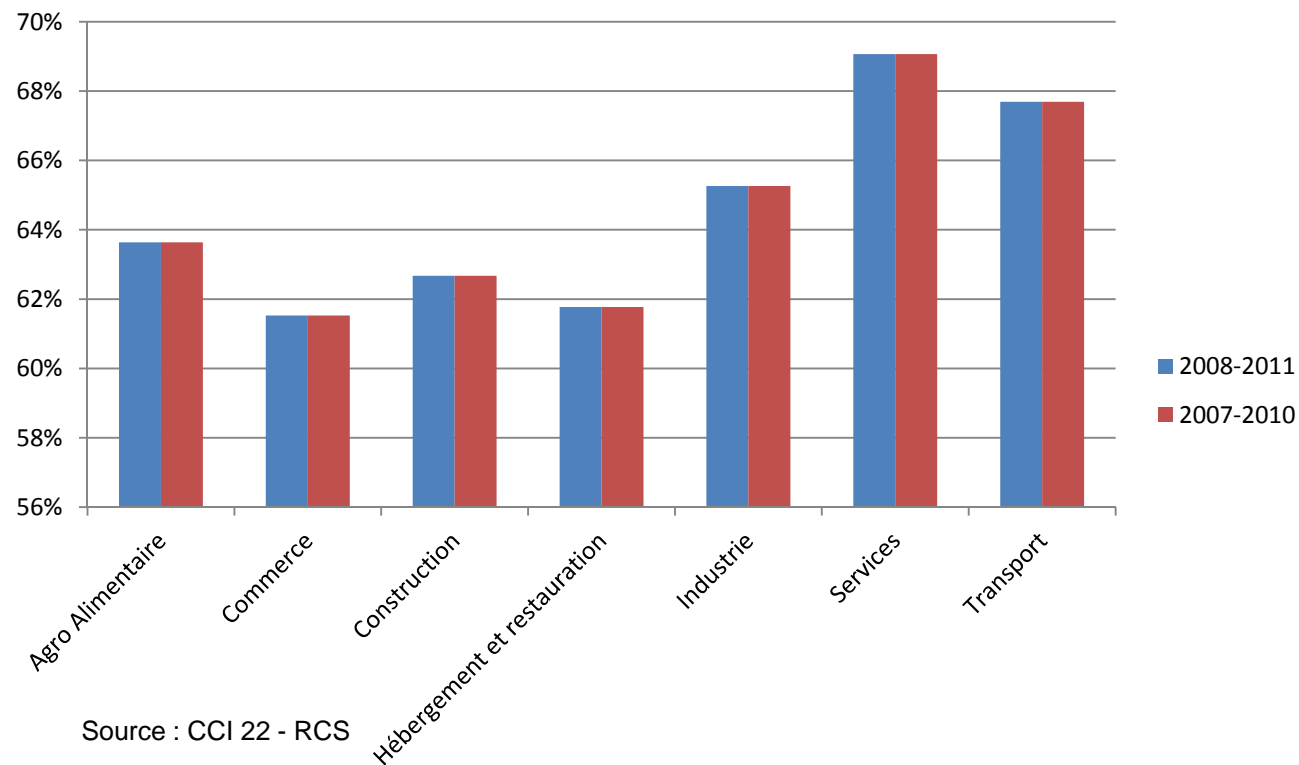
Source : CCI 22 - RCS * Source EEF(2008-2011)

DES SECTEURS D'ACTIVITÉ PLUS FRAGILES QUE D'AUTRES

Les secteurs du Commerce, de l'hébergement et restauration et de la construction sont les plus fragiles avec un taux de pérennité d'environ 63 %. Ce sont traditionnellement des secteurs où les structures sont de petites tailles et le turn-over important.

L'industrie, le transport et surtout les services apparaissent comme des secteurs plus résistants. C'est notamment l'activité de banques et assurances qui permet aux services de se maintenir à ce niveau.

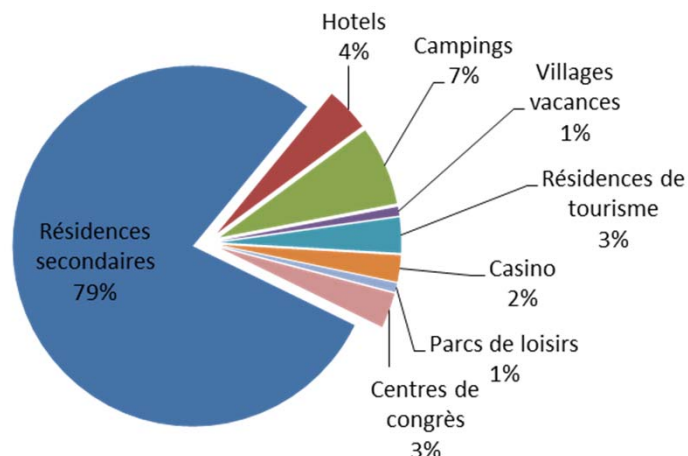
Taux de pérennité à 3 ans par secteur d'activité



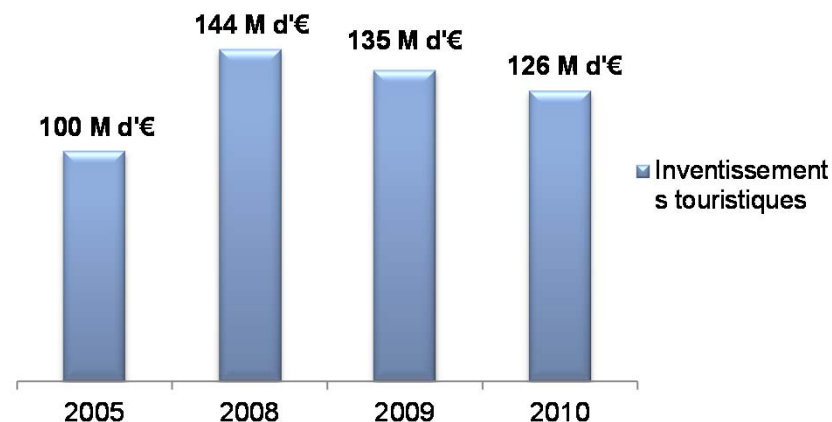
Source : CCI 22 - RCS

INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES EN CÔTES D'ARMOR

Répartition (estimatif) des investissements en Côtes d'Armor



Evolution 2005-2010 des investissements touristiques en Côtes d'Armor



Sur la période 2008-2010 l'investissement touristique en Côtes d'Armor est de 137 M d'€, plaçant le département parmi les 20 premiers français avec un ratio de 230 € investis/ habitant.

Après une période de forte croissance (+ 44% entre 2005 et 2008) on constate une baisse de l'investissement touristique de 13% entre 2008 et 2010. En cause notamment le recul des investissements en résidences secondaires (79% de l'investissement).

L'investissement dans les entreprises touristiques reste constant voir progresse sur la même période.

A noter que les évolutions remarquées pour les Côtes d'Armor suivent la tendance nationale.

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DES CÔTES D'ARMOR

Ce qu'il faut retenir :

- Solde démographique des établissements positif malgré un nombre de créations en nette diminution.
- Le Secteur des Services en soutien de l'activité sur le département

. 3 .

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Points abordés :

- **Le chiffre d'affaires des entreprises**
- **La consommation des ménages**
- **Le commerce extérieur**

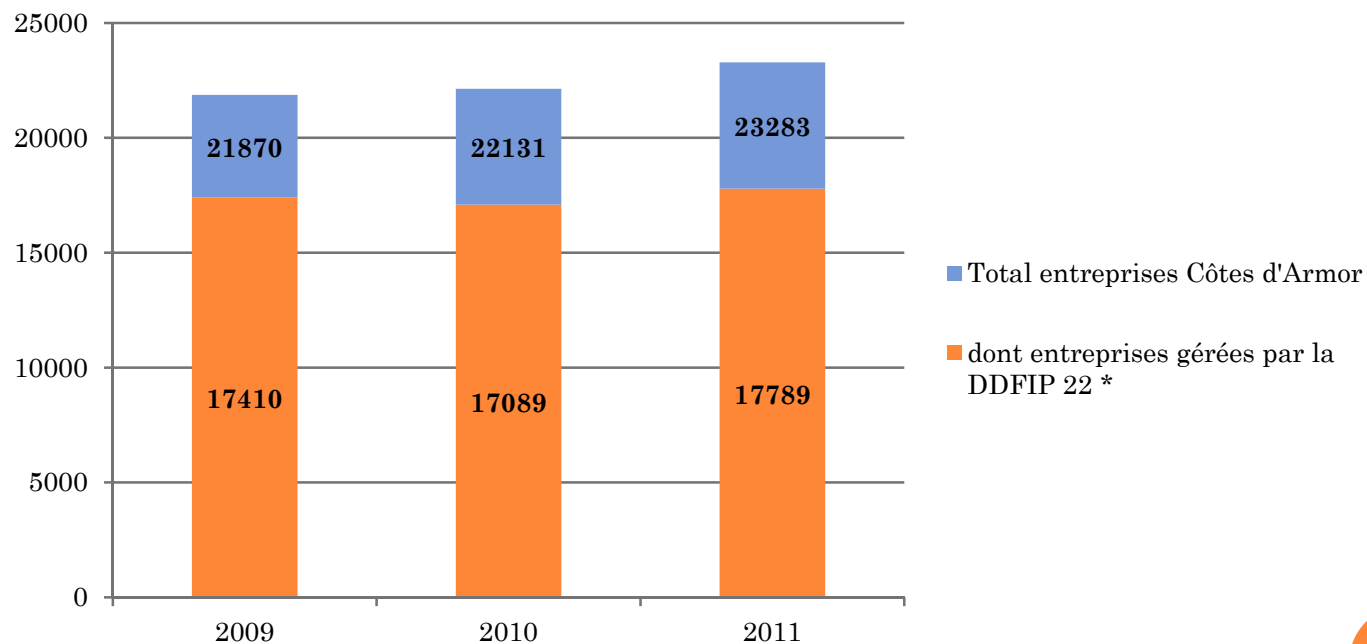
LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES EN AUGMENTATION



Sur la période 2009-2011, les chiffres d'affaires déclarés par l'ensemble des entreprises costarmoricaines ont progressé de 6,5%. Le recul enregistré en 2010 au niveau des entreprises suivies par la DDFIP des Côtes d'Armor (-1,8%) a été compensé par la bonne santé des grandes entreprises.

Les anciennes séries de données (arrêtées en 2009) faisaient apparaître une croissance régulière des chiffres d'affaires jusqu'en 2008 et un repli de 3,7% en 2009.

Evolution du chiffre d'affaires des entreprises
(en millions d'€)



Source : DDFIP 22

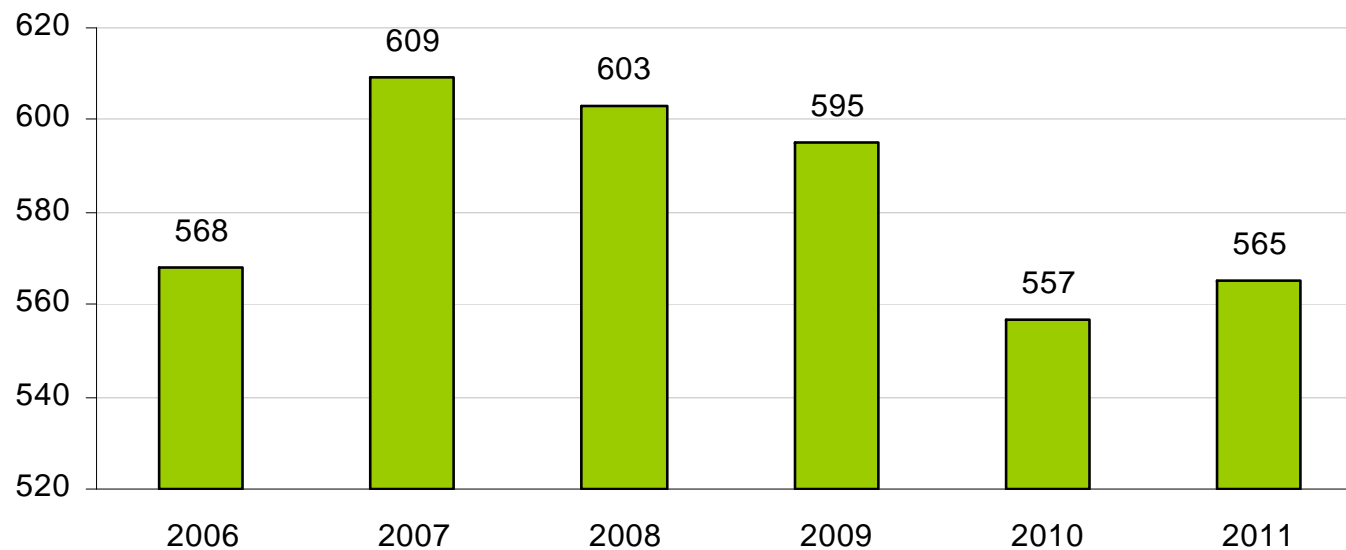
* La DDFIP gère les petites et moyennes entreprises par opposition à la DGE encadrant les grands groupes.

LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN BAISSÉ



La consommation des ménages, principal moteur de la croissance, est mesurée par le montant de TVA collectée. Positive jusqu'en 2007, la progression annuelle s'est inversée ensuite et jusqu'en 2010, année du plus bas niveau atteint (557 millions d'€ collectés). La situation s'est légèrement améliorée en 2011 avec un fragile retour de la croissance de la consommation (+1,6%), atteignant péniblement le niveau de 2006.

Evolution du montant de TVA collectée (en millions d'€)



Source : DDFIP 22

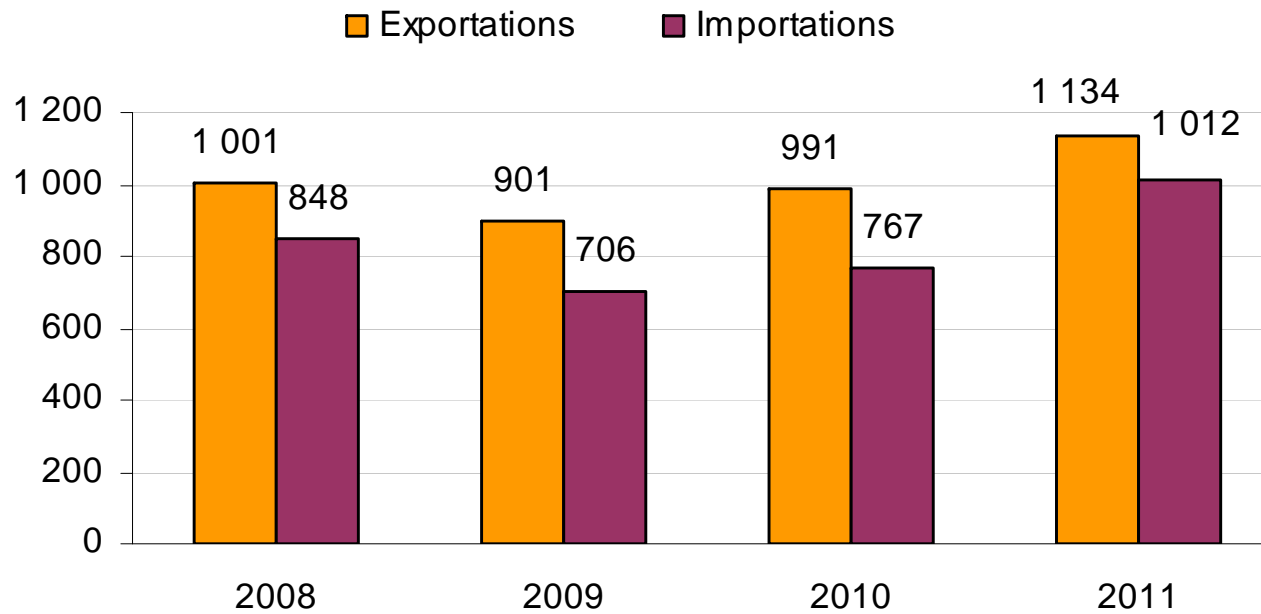
LE COMMERCE EXTÉRIEUR RALENTIT EN 2009 ET 2010



Entre 2008 et 2009, les exportations (exprimées en valeur) ont reculé de 10% et les importations de 17%. La situation s'est retournée dès 2010 avec la reprise de la croissance des échanges qui ont finalement atteint, en 2011, un niveau remarquable. Au cours de la période, la balance commerciale des Côtes d'Armor est toujours restée positive, contrairement au constat fait au niveau régional (déficit en 2010 et en 2011).

A noter que le volume des transactions s'est nettement ralenti en 2009 et 2010 comparativement aux autres années et est reparti à la hausse en 2011.

Evolution du commerce extérieur (en millions d'€)



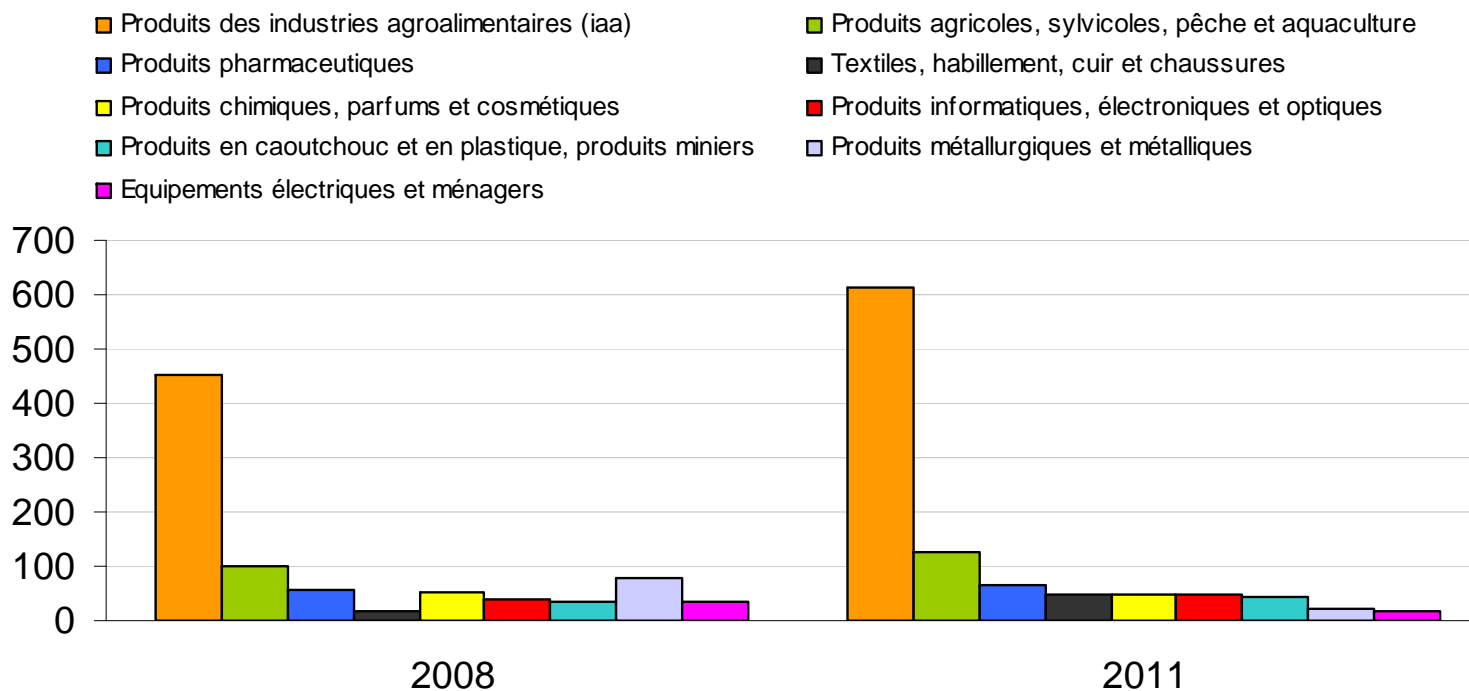
Source : Douanes Bretagne

LE COMMERCE EXTÉRIEUR FRAGILISÉ PAR LA CRISE

Si, en 2011, les exportations de produits des industries agro-alimentaires n'ont jamais été aussi élevées, celles des produits métallurgiques et métalliques, ainsi que celles des équipements électriques et ménagers, n'ont pas, pour l'instant, retrouvé leur niveau d'avant crise.

A noter que les produits des IAA représentent à la fois le 1^{er} poste des exportations (54% de la valeur globale) et des importations (24%).

Evolution 2008/2011 des principaux produits exportés (en millions d'€)



Source : Douanes Bretagne

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Ce qu'il faut retenir :

- Consommation des ménages en baisse sur le département depuis 2007
- Chiffre d'affaires des entreprises en hausse
- Commerce extérieur ralentit en 2009 et 2010

Entre 2007 et 2011, et bien qu'il soit difficile de déterminer quelle part imputer à la crise, de nombreuses entreprises industrielles ont connu des difficultés. Tous les secteurs ont été touchés, que ce soit par des mesures de chômage partiel (Le Joint Français, Manoir Industries ...), des restructurations (Sagem, MTS Chaffoteaux...), des plans de départs volontaires (Blanc Aéro Technologies...), des licenciements économiques (Spérian, Dujardin, Alcatel-Lucent...) ou des liquidations judiciaires (comme Caradec, Trégor-Œufs, Kerguelen dans les IAA, Bolloré-Motorhome dans l'automobile, Trotel, Tournerie d'Armor, Menou dans le travail du bois, la SARM dans la mécanique...).

. 4 .

POINT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Pour chaque secteur d'activité, détail de l'évolution :

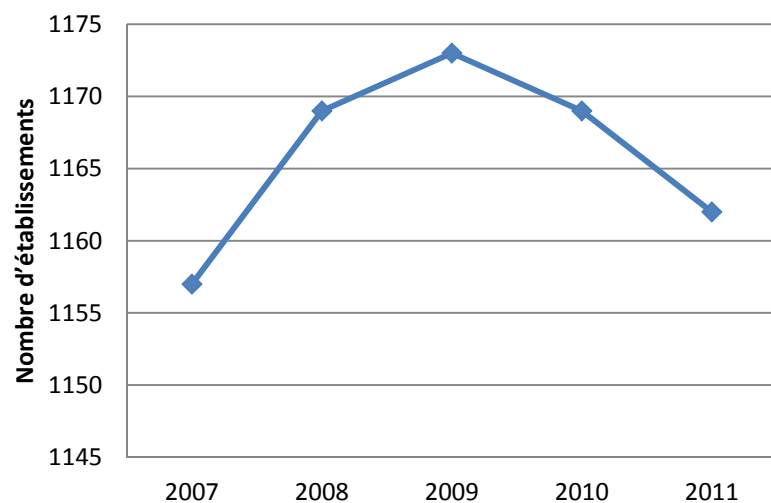
- **Du stock d'établissements entre 2007 et 2011**
- **De l'emploi salarié entre 2007 et 2010**

INDUSTRIE : UNE CHUTE CONSÉQUENTE DE L'EMPLOI SALARIÉ

Le nombre d'établissements recensés dans le secteur de l'industrie atteint son plus haut niveau en 2009. Il diminue ensuite d'une manière accentuée, cette diminution représente une perte de 11 établissements entre 2009 et 2011.

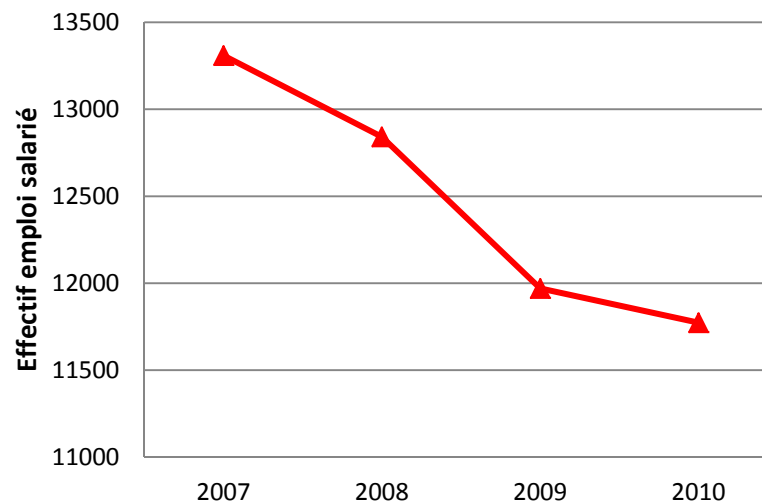
L'emploi salarié diminue continuellement sur la période 2007-2010 (environ 1500 emplois en moins), d'une façon accentuée en 2009.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



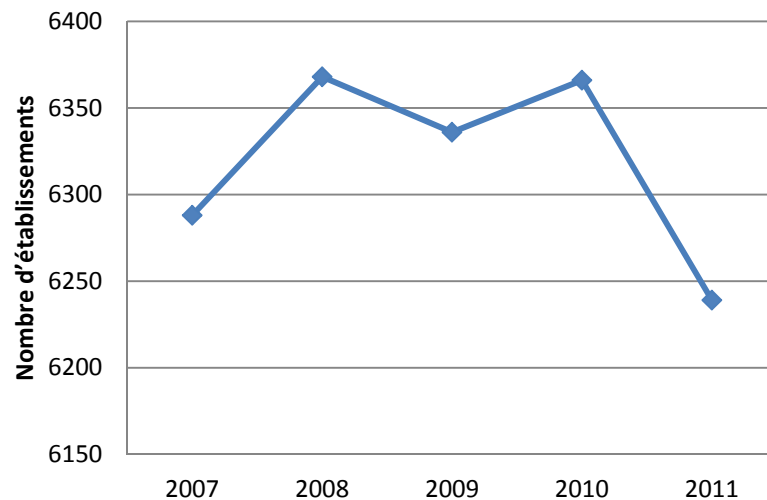
Source : Pôle emploi - Unistatis

COMMERCE : UN SECTEUR FRAGILISÉ

Le nombre d'établissements de commerce diminue en 2009 et malgré une tentative de reprise en 2010 un nouveau déclin encore plus prononcé s'annonce en 2011 (- 127 établissements sur un an).

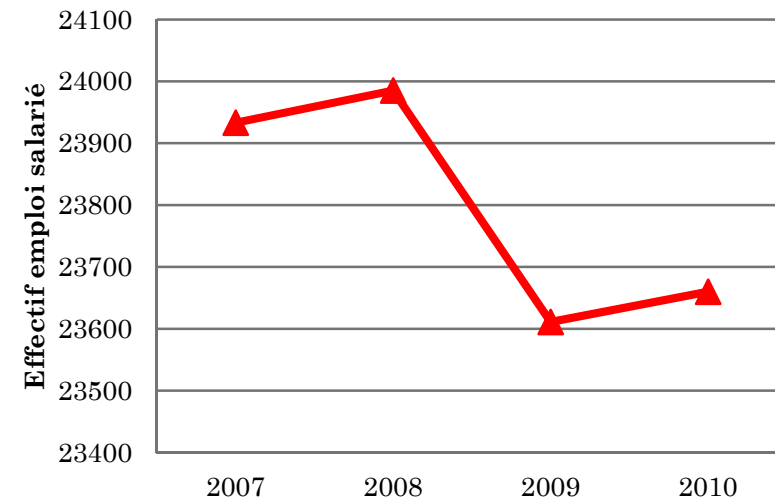
L'effectif salarié connaît une baisse importante de près de 400 emplois entre 2008 et 2009. L'année 2010 est signe d'un léger rebond.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



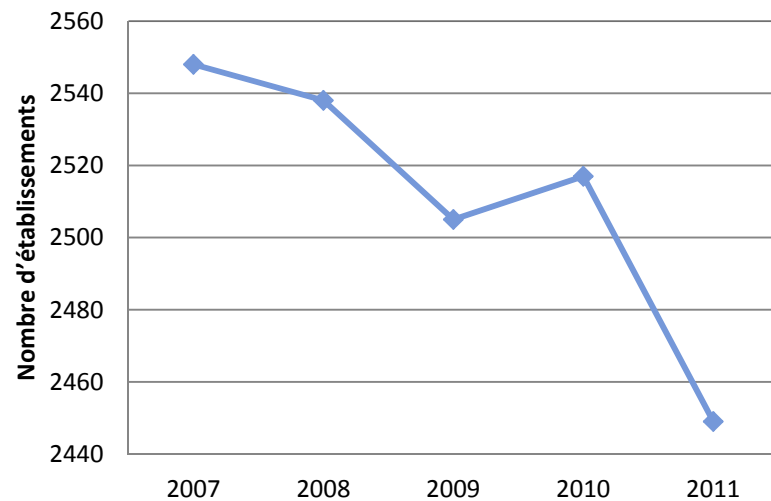
Source : Pôle emploi - Unistatis

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION : LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS SENSIBLE A LA CRISE

Avec près de 100 établissements en moins entre 2007 et 2011, le secteur de l'hébergement et de la restauration est particulièrement impacté par la crise, malgré une tentative de reprise en 2010.

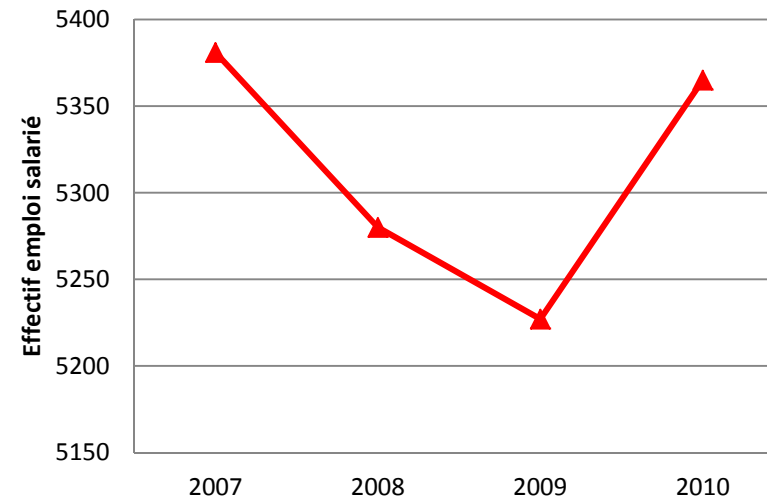
L'effectif salarié suit la même tendance et atteint son plus bas niveau en 2009 avant un rebond constaté en 2010 permettant d'atteindre de nouveau le niveau de 2007.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



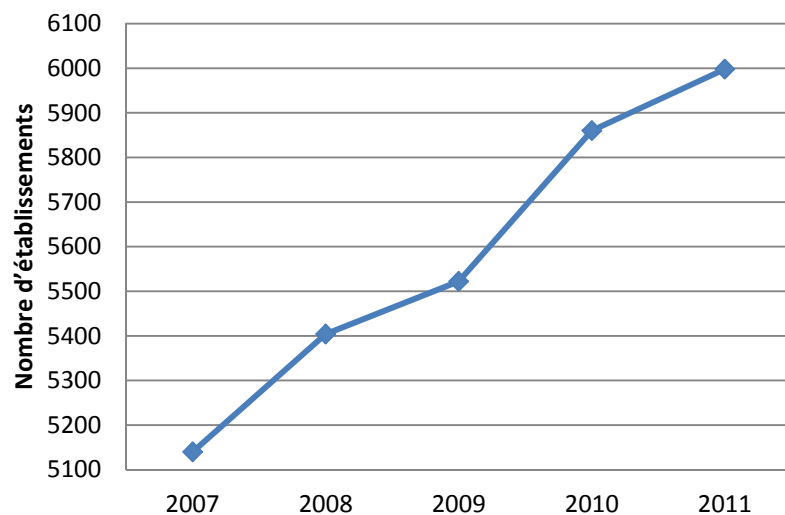
Source : Pôle emploi - Unistatis

SERVICES : UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS

Le secteur des services est concerné par une augmentation notable de plus de 850 établissements entre 2007 et 2011 (plus de 15 % d'augmentation), très certainement due aux nombreuses créations dans les services à la personne.

L'effectif de l'emploi salarié fluctue cependant entre hausse et baisse, même si la dynamique générale constatée sur la période 2007-2010 témoigne d'une perte de plus de 500 emplois.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



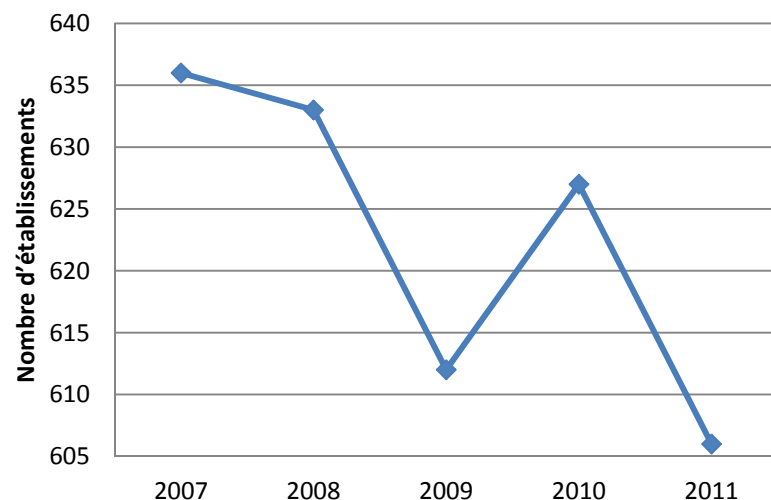
Source : Pôle emploi - Unistatis

TRANSPORT : UN SECTEUR SENSIBLE AUX VARIATIONS

Le nombre d'établissements de Transport atteint son plus bas niveau en 2011, notamment après une diminution importante en 2009, et ce malgré une tentative de reprise constatée en 2010. Pour près de $\frac{3}{4}$ il s'agit de petits établissements (moins de 5 salariés).

L'emploi salarié diminue d'une façon conséquente en 2009 mais le rebond observé en 2010 permet de se rapprocher des valeurs de 2007.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



Source : Pôle emploi - Unistatis

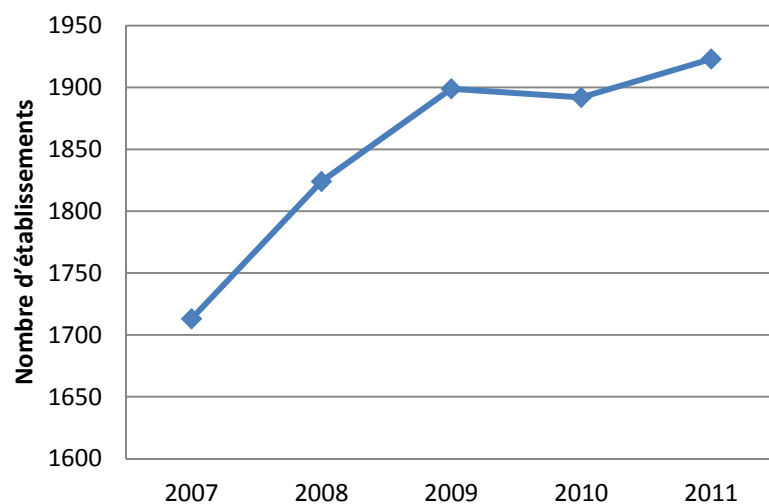
CONSTRUCTION : BAISSÉ DE L'EMPLOI ET AUGMENTATION DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS

Hormis une légère baisse du nombre d'établissements en 2010, le secteur de la construction connaît une croissance démographique conséquente (+210 établissements) entre 2007 et 2011, notamment grâce au boom de la construction.

Cette bonne santé relative masque l'évolution de l'effectif salarié, poste touché par une baisse bien plus significative (-890 emplois), notamment l'année 2009 qui concentre à elle seule une perte de près de 600 emplois.

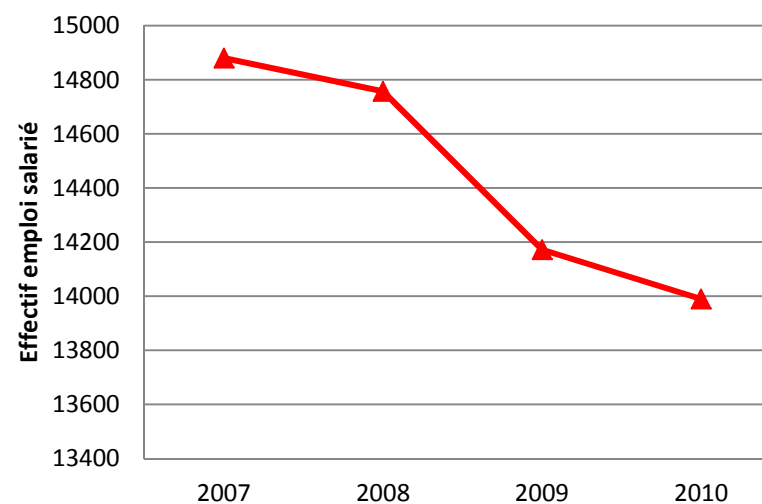
Entre 2007 et 2009, de nombreux salariés du secteurs du bâtiment ont en effet quitté leur emploi pour créer leur propre entreprise.

Evolution du nombre d'établissements sur le département de 2007 à 2011



Source : CCI 22 - RCS

Evolution de l'emploi salarié sur le département de 2007 à 2010



Source : Pôle emploi - Unistatis

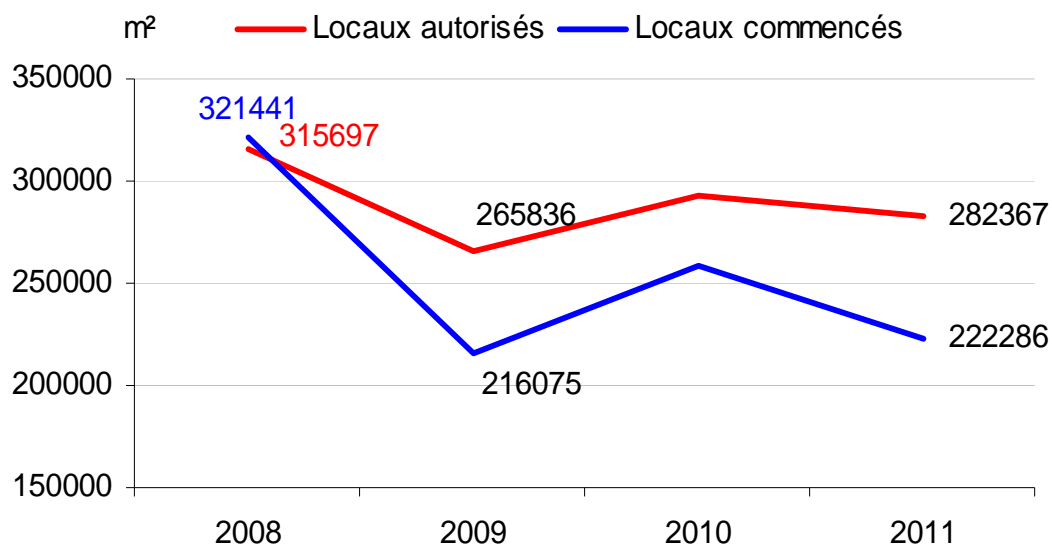
CONSTRUCTION : UN RECUK DES DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Entre 2008 et 2009, les permis de construire de locaux professionnels (m²) ont chuté de près de 16%, atteignant en 2009 leur plus bas niveau. Un rebond a été constaté en 2010 (+ 10,4%) mais qui ne s'est pas confirmé en 2011 (- 3,8%).

Concernant les locaux professionnels mis en chantier (m²), la chute a été plus brutale encore (- 33% entre 2008 et 2009). Malgré une reprise en 2010, la tendance s'est à nouveau inversée en 2011 (- 14%).

Le recul a été moins marqué en Bretagne à l'échelle de laquelle on note une tendance à l'amélioration depuis 2010.

Evolution de la construction de locaux (hors agriculture)
en Côtes d'Armor

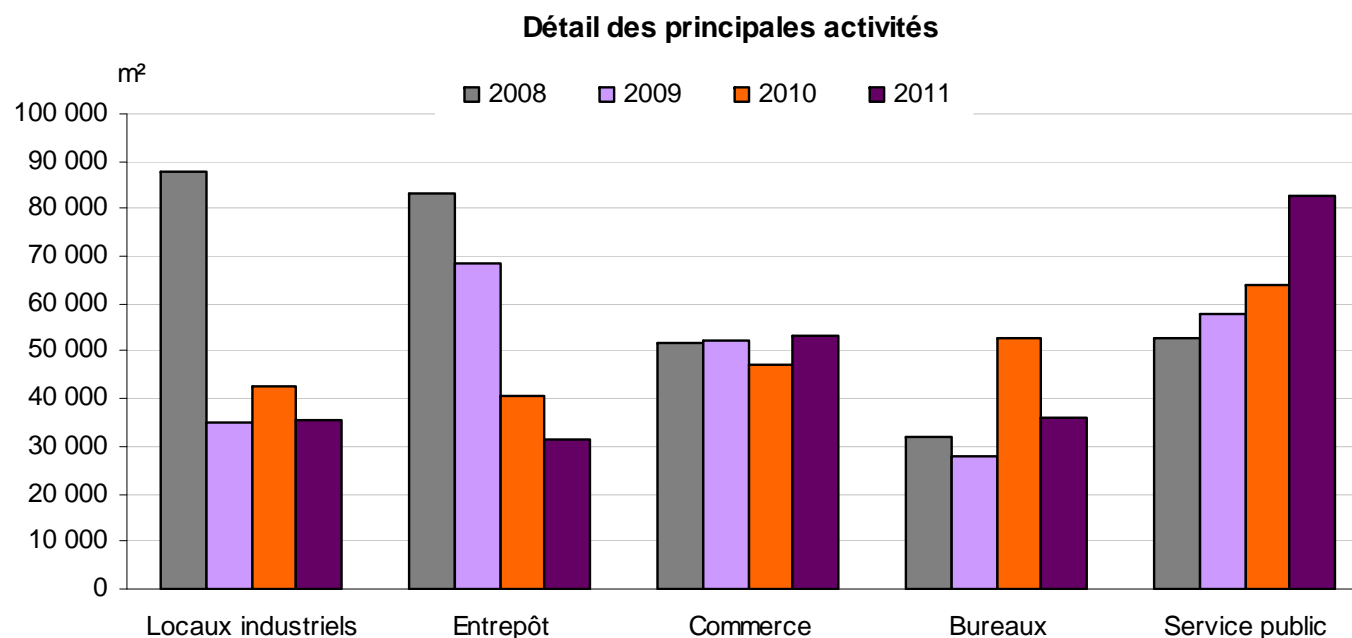


Source : DREAL

CONSTRUCTION : UN SECTEUR SOUTENU PAR LES SERVICES PUBLICS

Depuis 2008, la construction de locaux professionnels en Côtes d'Armor (m² autorisés) est en recul dans le secteur secondaire (industrie).

Dans le secteur tertiaire, la situation s'est stabilisée entre 2008 et 2009 puis nettement améliorée, notamment entre 2009 et 2010, du fait de la reprise aussi bien dans la construction de bureaux que dans les services publics (principalement dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, des loisirs et de la culture). La construction dans le secteur du commerce s'est également bien maintenue depuis 2008.



Source : DREAL

POINT PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- L'emploi salarié en recul dans tous les secteurs d'activités
- Le nombre d'établissements à la baisse dans tous les secteurs d'activité hormis ceux des services et de la construction